

[Texte]

• 1620

On a general level, I would like to have some indication from you on the decrease in the oil prices. What effect does this have on Canadian banks, members of your association that have extensive loans in oil-producing regions in this country as well as oil-producing countries in the world?

Mr. MacIntosh: It is difficult to assess in a short time what might be the effect on the financial system of cutting the price of oil. I would think that on balance the main impact would be to reduce interest rates over a period of time, because it does reflect a falling rate of inflation. A lower rate of inflation will certainly lead to a lower level of interest rates, we hope. A significant decline in rates of interest of 3%, for example, would probably place all the loans of the less developed countries onside. So while some less developed countries, such as Mexico and Venezuela, are probably substantial losers in terms of being able to service their external debts, there are others that are very substantial gainers—for instance Brazil and Argentina, whose debts are, in the case of Brazil, larger than Mexico's, and in the case of Argentina very large.

As a group, the less developed countries are oil importers. Therefore, on balance it will improve their position first from the decline in the price of oil, and secondly from the decline in interest rates. So on balance, while I do not think the domestic situation is improved by the fall in the price of oil down to a level of \$20, I am told by the bankers in our industry that domestic oil credits are probably sound down to that level over an extended period of time. Below that, I am not sure.

Mr. de Jong: Are the loans by Canadian banks to Third World countries pretty evenly divided between the winners and losers in terms of the reduction of the oil price, or have you more money in Mexico than in Brazil?

Mr. MacIntosh: Mexico and Brazil are about comparable in size in terms of their external debts. There are 32 countries on the problem list of the Inspector General; so if you take those two out of it, of the others, the balance would be heavily that they are oil importers.

Mr. de Jong: Thank you.

The Chairman: Thank you very much, Mr. de Jong. Are there any other questions? If not, I want to assure you, Mr. MacIntosh, without taking away from the neutrality of the Chair, that if the banking association were to submit a list of names I am sure they would be considered by whoever makes the choice, whether it is the Minister or the Governor in Council. Obviously your expertise in supplying names would be quite acceptable.

Ladies and gentlemen, we will excuse Mr. MacIntosh and move on to the Trust Companies Association.

Mr. MacIntosh: Mr. Chairman, could I make one more point?

[Traduction]

Sur un plan plus général, j'aimerais savoir ce que vous pensez de la baisse actuelle des prix du pétrole. De quelle façon les banques canadiennes, membres de votre association, s'en ressentent-elles, elles qui ont des prêts très importants dans les régions productrices de ce pays, de même que dans les pays producteurs un peu partout dans le monde?

M. MacIntosh: Il est difficile d'évaluer avec si peu de recul l'effet que pourrait avoir la réduction des prix du pétrole sur le réseau financier. Je suppose que de façon générale l'effet principal pourrait être la réduction des taux d'intérêt sur une certaine période, parce qu'il se produira en même temps une baisse du taux d'inflation. Il y a tout lieu de croire qu'une telle baisse se ferait ressentir sur les taux d'intérêt. Une réduction importante des taux d'intérêt, de l'ordre de 3 p. 100, par exemple, permettrait probablement aux pays moins développés de régulariser leurs prêts. Donc, si certains pays moins développés comme le Mexique et le Venezuela y perdent nettement puisqu'ils sont moins capables de s'acquitter du service de leurs dettes extérieures, d'autres gagnent passablement au change, par exemple, le Brésil et l'Argentine, la dette du Brésil étant plus élevée que celle du Mexique et celle de l'Argentine étant très élevée.

Globalement, les pays moins développés sont des pays importateurs de pétrole. Donc, leur situation de façon générale risque de s'améliorer du fait premièrement de la baisse du prix du pétrole et deuxièmement de la réduction des taux d'intérêt. Grosso modo, la situation intérieure ne s'améliore certainement pas avec la baisse des prix du pétrole au niveau de 20\$, mais selon nos banquiers, le crédit au pétrole intérieur est probablement sûr à ce niveau pour un certain temps. En-deça, j'ai des doutes.

M. de Jong: Les prêts des banques canadiennes aux pays du tiers-monde sont-ils répartis également entre les gagnants et les perdants devant la baisse des prix du pétrole, ou ont-elles placé plus d'argent au Mexique qu'au Brésil?

M. MacIntosh: Le Mexique et le Brésil ont des dettes extérieures comparables. Pour ce qui est des pays qui font problème, il y en a 32 sur la liste de l'inspecteur général. Si vous excluez ces deux pays, les autres sont considérés de façon générale comme des importateurs de pétrole.

M. de Jong: Merci.

Le président: Merci beaucoup, monsieur de Jong. Y a-t-il d'autres questions? Dans ce cas, je tiens à vous assurer, monsieur MacIntosh, sans me départir de la neutralité qui convient à la présidence, que si l'Association des banques soumet une liste de noms, ils seront examinés avec le plus grand sérieux par quiconque sera appelé à effectuer le choix, que ce soit le ministre ou le gouverneur en conseil. Vous êtes sûrement très bien placé pour soumettre des noms.

Mesdames et messieurs, nous allons permettre à M. MacIntosh de se retirer et nous allons entendre l'Association des compagnies de fiducie.

M. MacIntosh: Puis-je faire encore une observation, monsieur le président?